

# Droits humains : D'une approche transversale et progressive au développement d'une analyse plus sectorielle

Thierry Taboy François Bach –RSE  
Réunion plate-forme RSE  
3 mars 2014



# Orange acteur engagé

## Accords pérennes

1. Global compact  
adhésion dès 2001



2. UNI   
global union

adhésion en 2006 puis signature d'un accord groupe en 2009

# des engagements aux réalisations : la JAC

## JAC : Joint Audit Cooperation

10 opérateurs de télécoms (Belgacom, Deutsche Telekom, KPN, Orange, Swisscom, Telecom Italia, Telenor, TeliaSonera, Verizon, Vodafone)

### Objectif :

- audit de fournisseurs parfois très puissants (Foxconn ou Samsung...)
- Partage d'audit (moyens, experts)

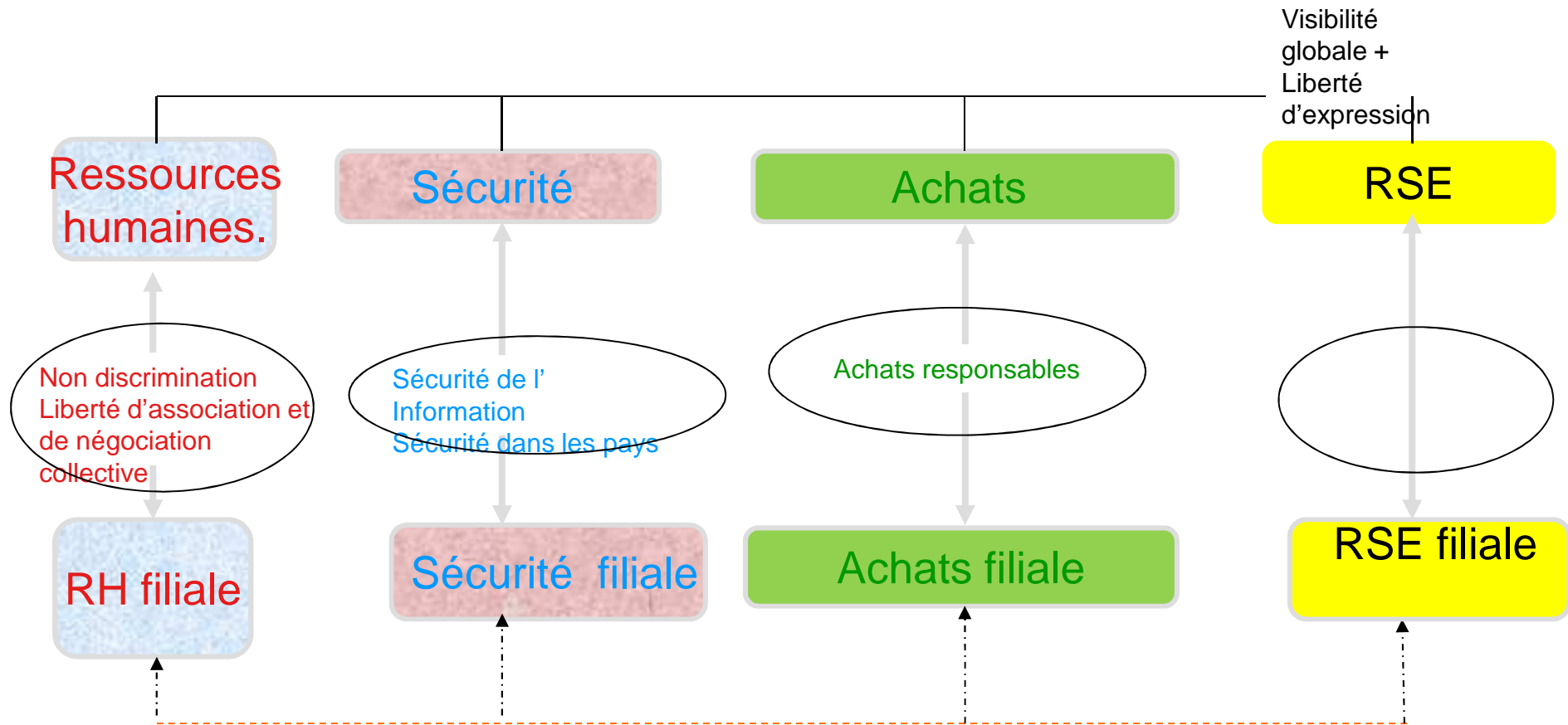
### Résultats concrets (depuis 2010)

- 112 Audits dans 15 pays 5 Continents
- 374 plans d'action correctifs clôturés (parmi 674)

**Notre politique de RSE ne s'arrête pas aux portes de notre entreprise**  
(prévention → Principe n°2 du Global compact : Ne pas se rendre complice d'une violation de droits de l'homme)

# Approche Orange des droits de l'humains

Impacts sur l'ensemble de l'entreprise



# Droit à la liberté d'expression et d'information → un enjeu clé

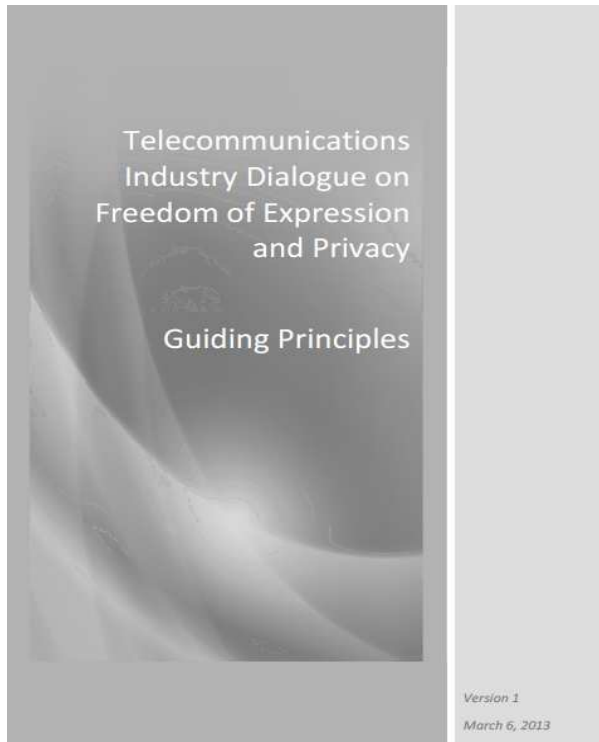
- Evènements accélérateurs
  - → généralisation des mobiles/photo, des smartphones
  - → explosion des données échangées sur les réseaux sociaux
  - → évènements politiques, printemps arabes
- Aujourd'hui aucun pays, aucune activité de télécoms ne peut prétendre ne pas avoir d'incidences (impact fort) sur la liberté d'expression
- Périmètre Orange : Filiales principalement dans 32 pays, présence dans 220 pays ou territoires (la France représente plus de 60% des effectifs , 40% des clients)  
impacts négatifs faibles → « modérés »
- Actualités dans la « veille presse »

# description de l' "Industry Dialogue"

- nom abrégé ID, expertise d'une ONG américaine: GNI (Global Network Initiative)
- membres (Vision concerté multi acteurs)
- operateurs :  
fabricants :



# notre plate-forme de principes d'actions communs



1. engagements et politiques préventives adéquates
2. analyse d'impact et due diligence continue
3. processus (pour traiter et anticiper les demandes gouvernementales)
4. anticipation et prévention des impacts liés aux demandes gouvernementales
5. **toujours s'assurer de la santé, de la sécurité et de la liberté de nos employés**
6. sensibilisation et formation
7. partage de connaissances et d'expériences
8. rapport externe
9. aide à la rédaction réglementaire ou promotion
10. mise en place de mécanismes de traitement des réclamations

Les principes sont disponibles en Anglais, traduits en Français, Espagnol, Arabe, Chinois, Russe et Turc

# les ONG interlocuteurs clés

- trois canaux d'action principaux
  1. dialogue régulier au niveau global Monde et local pays pour renforcer la qualité de vigie et d'anticipation des risques
  2. reporting, audit interne ou RSE (audit RSE existant, norme AA1000)
  3. communication (site web, évènements internationaux, prises de paroles ...)



## aller plus loin : des indicateurs adaptés:

- standard international
- un ou deux indicateurs pour la liberté d' expression
- exemple (parmi les ceux indiqués le plus souvent par les ONG) :
  - nombre total de demandes d' identification // nb de demandes satisfaites
  - nombre total de demandes de blocage // nb de demandes satisfaites

# prochaines étapes

- voir notre feuille de route dans le rapport RSE
  - déploiement des 10 principes dans les pays du groupe
  - réalisation au niveau local d'une Etude d'Impact (HRIA) sur les pays à plus hauts risques
  - communication et sensibilisation des salariés
- dans le cadre d'EDH
  - formation managers existante et à concevoir
  - + formations e- learning

# Subsidiarité

- Principes groupe mais nécessaire appropriation et adaptation au niveau local
- Etudes d'impact à reproduire dans chaque pays
- Plans d'action adéquats établis au niveau local
- Rapport d'avancement publié dans le rapport sur la RSE (mai de chaque année)

## Annexe : focus sur l'étude d'impact et les scores (priorisation) en matière de risques pour la France source Maplecroft

	2010	2011	2012	2013	2014	rang sur 197
<ul style="list-style-type: none"> <li>Index global droits humains <b>163</b></li> </ul>	7.81	7.64	7.44	7.66	<b>7.78</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>Complicité et force de la loi (vs DH) <b>166</b></li> </ul>	8.28	7.97	7.76	7.92	<b>7.94</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>Sécurité publique (vs DH) <b>140</b></li> </ul>	8.91	8.15	7.29	7.73	<b>7.72</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>Droit du travail (vs DH ) <b>174</b></li> </ul>	6.47	6.82	7.16	7.37	<b>7.60</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>Liberté d'expression <b>156</b></li> </ul>	7.93	8.97	8.90	9.45	<b>8.93</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>Justice et réparation (vs DH) <b>171</b></li> </ul>	9.13	8.77	8.23	8.53	<b>8.27</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>Reporting (DH)</li> </ul>	0.22	0.67	0.00	0.50	<b>0.32</b>	

merci,  
des questions ?